

L'argent et le bonheur

**LA CHRONIQUE DE
HÉLÈNE REY**



Nicolas Sarkozy n'a rien inventé lorsqu'il a demandé à deux prix Nobel d'économie, Joseph Stiglitz et Amartya Sen, de construire des indices de croissance reflétant plus fidèlement le bien-être des Français que ceux basés sur le produit intérieur brut (PIB). Il a été très largement devancé en cela par le roi du Bhoutan, Jigme Singye Wangchuk, qui décréta dès 1972 que le « bonheur national brut » devait être un concept plus important que le PIB. L'agence nationale de statistiques du Royaume-Uni travaille déjà à produire différents indices de bien-être pour les Britanniques.

Il y a actuellement une floraison de travaux de recherche sur la relation entre argent et bonheur. Richard Easterlin, professeur d'économie à l'université de Southern California, a étudié les résultats de nombreux sondages tentant de mesurer le bien-être subjectif de la population de différents pays. Ses conclusions ont suscité bien des débats. Selon lui, une fois un niveau minimum de richesse atteint, il n'y aurait pas de lien entre le développement économique d'une société et le bonheur moyen de ses membres. De même, il n'y aurait aucune corrélation entre l'accroissement du niveau de vie au cours du temps et le bonheur d'une société. Ainsi, la proportion des Américains qui se disent « très heureux » est restée à peu près stable durant les cinquante dernières années malgré une hausse spectaculaire du PIB américain par tête depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

En revanche, à l'intérieur d'une société, les gens les plus aisés paraissent les plus heureux. Ces résultats paradoxaux peuvent être réconciliés si l'on admet que le bonheur d'un individu ne dépend pas de son niveau de richesse absolue mais de sa richesse relative par rapport aux autres membres de la société. Si les revenus d'un individu s'accroissent à la même vitesse que les revenus de tous ses voisins, il ne sera pas plus heureux. En revanche, si ses revenus s'accroissent plus vite que la

moyenne, il sera aux anges. Si ces résultats sont corrects, les implications pour les politiques économiques sont importantes. La croissance économique au sens classique du terme n'apparaît plus comme une priorité. Et notre attachement à la richesse relative nous rend la croissance des inégalités de revenus encore plus douloureuse, donnant une autre justification aux politiques redistributives.

Très récemment, Justin Wolfers et Betsey Stevenson (1) de la Wharton School ont revisité ces questions avec de nouvelles bases de données comptant plus d'observations. Contrairement à Easterlin, ils trouvent une relation robuste et positive entre revenu par tête et bonheur. Dans leur étude, les pays les plus riches sont en moyenne les plus heureux, les ménages les plus aisés sont également les plus heureux à l'intérieur de chaque société et le bonheur croît au cours du temps avec le PIB. Il y a bien sûr des exceptions : les Belges semblent devenir plus malheureux malgré l'accroissement de leur richesse. Mais, somme toute, la croissance semble favoriser le bonheur. Sommes-nous donc de retour à la case départ ? Pas tout à fait. D'une part, il est évident que la corrélation trouvée par Wolfers et Stevenson entre revenu et bonheur est partielle. D'autres variables, omises de leur étude, seraient aussi positivement reliées à leur indice de bonheur.

Plus fondamentalement, il faut s'interroger sur la validité d'indices de bonheur construits à partir de sondages. Peut-on agréger les résultats de ces sondages à l'échelle d'un pays ? Cela paraît problématique. Être très heureux ou modérément heureux, cela peut vouloir dire des choses différentes selon les individus sondés, leur âge, leur pays. Faire des moyennes de données aussi qualitatives est inapproprié. Construire des indices de bonheur de façon si arbitraire à partir de sondages et les utiliser pour définir des politiques économiques semble risqué. Une voie plus prometteuse serait de construire des indices de bien-être tels que ceux développés par l'ONU. L'indice de développement humain, par exemple, incorpore à la fois le PIB par tête, la scolarisation et l'espérance de vie. Bien qu'imparfaits, de tels indices ont l'avantage d'être construits à partir de données objectives et aisément quantifiables. Ils sont ainsi moins faciles à manipuler par les politiques !

HÉLÈNE REY est professeur à la London Business School.

(1) « *Economic growth and subjective well-being: reassessing the Easterlin Paradox* », *Brookings Economics Panel*, avril 2008.